

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
RÉGION DE FES MEKNES

Marché n° : --/2017

**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PISTE ALLANT DE LA RR716 VERS
ECOLE MAAMAL EDDOUM ET ECOLE DAYT SDAR A LA COMMUNE BITIT**

REGLEMENT DE CONSULTATION

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° : 29/RFM/2017

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION :

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA PISTE ALLANT DE LA RR716 VERS ECOLE MAAMAL EDDOUM ET ECOLE DAYT SDAR A LA COMMUNE BITIT**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret du décret n° : 2-12-349 du 08 Joumada 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° : 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE :

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est: le président de la région Fès-Meknès.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret du décret n° : 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres.
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales.
- Le modèle de l'acte d'engagement.
- Le bordereau des prix et le détail estimatif.
- Le sous détail des prix
- Le modèle de déclaration sur l'honneur.
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4: REPARTITION EN LOTS :

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 5: LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS:

Tous les documents et pièces contenues dans le dossier des concurrents doivent être établis en Français ou en Arabe.

ARTICLE 6: MONNAIE DANS LAQUELLE EST PRESENTEE L'OFFRE

Les offres sont exprimées en Dirham Marocain.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° : 2-12-349 précité.

1/ Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de cet organisme

2/ Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire,
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente,
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° : 2-12-349 précité,
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation du marché objet du présent règlement de consultation.
- Les personnes physiques ou morales visées à l'article 68 de la loi n°111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n° 1-15-83 en date du 20 Ramadan 1436 (7 juillet 2015).

ARTICLE 8 : GROUPEMENTS

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique et ce en application de l'article 157 du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 9 : RECOMMANDATIONS

L'offre préparée par les soumissionnaires ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre, échangés entre ces derniers et le maître d'ouvrage, seront rédigés en langue française, l'arabe seules langues de travail.

Toute pièce manquante ou fournie non conforme dans l'essentiel aux pièces constituant les dossiers de l'offre, entraînera le rejet de l'offre.

L'inexactitude de la déclaration sur l'honneur ou falsification des attestations ou tout autre document objet de l'offre du soumissionnaire entraînera les sanctions conformément à l'article 26 du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n° : 2-12-349 précité. Les modifications qui seront introduites dans le dossier de l'appel d'offres, sans changer l'objet du marché, seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré le dit dossier avant la date d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §2 de l'article 20 du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES DOSSIERS DE L'APPEL D'OFFRES

Le dossier est mis à la disposition des concurrents conformément à l'avis d'appel à la concurrence dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est remis aux soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° : 2-12-349 précité.

le dossier d'appel d'offres peut être retiré du siège du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ou le télécharger du site électronique des marchés publics www.marchespublics.gov.ma .

ARTICLE 12 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° : 2-12-349 précité.

- Tout concurrent peut demander au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au Maître d'Ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.
- Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appels d'offres.

ARTICLE 13: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES :

Conformément aux dispositions de l'article 25 et 27 du décret n° : 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A - Un dossier administratif comprenant:

➤ **Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

- 1- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° : 2-12-349 précité.
- 2- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu le cas échéant.
- 3- En cas de groupement joindre une copie légalisée de la convention constitutive du groupement.

➤ **Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :**

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'article 25 du décret n° : 2-12-349 précité ; ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - 1- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - 2- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° : 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé

c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° : 2-12-349 précité.

d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

B- Un dossier technique comprenant :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécuté ou aux quelles il a participé ;
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou par les hommes de l'art sous la direction des quelles le

concurrent a exécuté les dites prestations (ces prestations doivent être en relation avec l'objet de l'appel d'offres) ; chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Seules les références justifiées par de bonnes fins seront considérées.

Le concurrent doit présenter au moins deux desdites attestations d'un montant supérieur ou égal à 1.000.000,00 de dirhams chacune, et datant de l'année 2011 et après. L'absence de ces deux attestations constituera un motif d'élimination du dossier du concurrent.

C- Une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement cité au § 1-a de l'article 27 du décret n° : 2-12-349 précité.
- Le bordereau des prix et le détail estimatif cité au § 1-b de l'article 27 du décret n° : 2-12-349 précité.

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

D- Dossier additif

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé (à la dernière page avec la mention manuscrite « Lu et accepté ») par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet et paraphé sur toutes les pages.
- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

ARTICLE 14 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° : 2-12-349 précité. Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- La première enveloppe comprend les dossiers administratif, technique et additif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossier administratif et technique** ».
- La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».

Les enveloppes précitées indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent,

- L'objet du marché,
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° : 2-12-349 précité. Les plis sont, au choix des concurrents :

- 1- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du Maître d'Ouvrage indiqué dans l'avis de l'appel d'offres ;
- 2- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3- Soit remis, séance tenante, au président de la commission au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 16 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° : 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le Maître d'Ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° : 2-12-349 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° : 2-12-349 précité.

ARTICLE 17 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° : 2-12-349 précité Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante quinze (75)** jours, à compter de la date d'ouverture des plis. Si, dans ce délai, le choix du titulaire ne peut être arrêté, le Maître d'Ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, la prolongation de ce délai. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 18 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

DES CONCURRENTS

L'examen des offres sera effectué conformément aux dispositions des articles 36, 39 et 40 du décret n° : 2-12-349 précité.

Les offres seront jugées sur la base des offres financières. L'offre la plus avantageuse est la moins disante sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévus aux articles 40 et 41 du décret n° : 2-12-349 précité.

L'entrepreneur



Directeur de l'Agence Régionale
d'Exécution des Projets
Région Fès - Meknès

Youssef ZIANI

Le maitre d'ouvrage



Pour le Président et P.C
Directeur Général des
Services

Abderrazzak MOUM

13 JUIN 2017